



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

jpr/ha/668

Arrêté du 14 juin 2024 portant mise en demeure à la société ETEX de respecter les dispositions applicables à son site d'Ottmarsheim

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,

Vu l'Arrêté Préfectoral n°012129 du 30 juillet 2001 portant autorisation d'exploiter au titre du Livre V du Code de l'Environnement_Société LAFARGE PLÂTRES à OTTMARSHEIM,

Vu le changement de dénomination sociale de LAFARGE-PLATRES en SINIAT acté par lettre préfectorale du 12 juillet 2012,

Vu l'annonce légale n°3688 publiée dans le BODACC B n° 20200029 du 11/02/2020 informant de la décision de la société SINIAT de modifier sa dénomination sociale en ETEX France Building Performance,

Vu le rapport du 26/03/2024 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

Considérant que l'article 9.5. de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2001 susvisé stipule que : «

Surveillance des eaux souterraines

Une analyse trimestrielle de type C2 (analyse physico-chimique sommaire) sera réalisée sur les piézomètres installés en aval des installations de fabrication et de stockage.»,

Considérant que le jour de l'inspection du 25 janvier 2024, l'exploitant ne disposait pas d'analyses d'eaux souterraines datant de moins de 3 mois,

Considérant également que le réseau de surveillance n'est composé que d'un seul piézomètre situé en amont du site,

Considérant que ces constats constituent des non-respects de l'article 9.5. de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2001 susvisé,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

Considérant les observations de l'exploitant faites par courriel du 7/05/24 durant la phase contradictoire ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société ETEX, située ZI 68490 OTTMARSHEIM, est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu à l'article suivant, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article l'article 9.5. de l'arrêté préfectoral n°012129 du 30 juillet 2001 modifié susvisé :

« *Surveillance des eaux souterraines*

Une analyse trimestrielle de type C2 (analyse physico-chimique sommaire) sera réalisée sur les piézomètres installés en aval des installations de fabrication et de stockage.»

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :- Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5:- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant

A Colmar, le 14 juin 2024

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général suppléant

SIGNÉ

Alain CHARRIER